

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION 2013-8
MEETING MINUTES REPORT – 2013-8

RÉUNION MEETING	COMITÉ CONSULTATIF DES SERVICES D'AIDE TEMPORAIRE (CCSAT) TEMPORARY HELP SERVICES ADVISORY COMMITTEE		
ENDROIT PLACE	Portage III, tour C Salle de réunion 11C1 101 Place du Portage, Phase III, Tower C Boardroom 11C1 101	DATE 5 décembre 2013 DATE December 5, 2013	HEURE de 13 h 30 à 16 h TIME 1330 to 1600

ORDRE DU JOUR / MEETING AGENDA

1. Mot d'ouverture
2. Acceptation du procès-verbal de la réunion tenue le 24 septembre 2013
3. Énoncé de mandat du CCSAT
4. Le point sur les services d'aide temporaire – RENOUELEMENT
5. Le point sur l'utilisation des SAT
6. Le point sur l'harmonisation de l'apprentissage et de la formation sur les SAT
7. Questions diverses
8. Tour de table et questions
9. Prochaine réunion
10. Levée de la séance

PARTICIPANTS / MEETING ATTENDEES

NOMS / NAMES	ORGANISATION OU PROJET ET RÔLE / ORGANIZATION OR PROJECT AND ROLE	PRÉSENTS
Richard Goodfellow	Directeur principal p.i., Direction de l'acquisition des services professionnels (DASP), Direction générale des approvisionnements (DGA), TPSGC – et président du Comité consultatif des services d'aide temporaire (CCSAT)	✓
Dan Moorcroft	QMR Consulting & Professional Staffing	✓
Jeremy Ingle	Association nationale des entreprises en recrutement et placement du personnel (ANERPP, en anglais : ACSESS)	
Martin Chenier	ANERPP	✓
Eric Joannis	ANERPP	✓
Meredith Egan	ANERPP	
Paul Gagnon	Personnel du Portage	✓
Brenda Harlow	Ressources naturelles Canada (RNCan)	✓
Caroline Carson	Santé Canada	
Lucie Lambert	Bibliothèque et Archives Canada	
Dominique Mongeon	Bibliothèque et Archives Canada	
Roland Dimitriu	Direction de la gestion du matériel, TPSGC	
Ray Paquette (remplaçant de R. Dimitriu)	Direction de la gestion du matériel, TPSGC	✓
John Penhale	Direction de la stratégie d'approvisionnement et de la gestion du rendement (DSAGR), TPSGC	✓
Helen Seto	Bureau des petites et moyennes entreprises et de l'engagement stratégique (BPMEES), TPSGC	✓
Patricia Barcellos (remplaçant de H. Seto)	BPMEES, TPSGC	✓
Claire Niedbala	BPMEES, TPSGC	✓
Rose Spirito	Division des stratégies d'acquisition, TPSGC	✓
Mark Newman	Chef p.i. de l'équipe responsable des services d'aide temporaire (SAT), TPSGC	✓
Stephanie Riley	Membre de l'équipe responsable des SAT, TPSGC	✓

Procès-verbal de la réunion

1. Mot d'ouverture

- Les participants se présentent à tour de rôle.
- En qualité de directeur principal p.i. de la DASP, Richard Goodfellow est l'actuel président du CCSAT.
- TPSGC fait connaître l'ordre du jour de la réunion.

2. Acceptation du procès-verbal de la réunion du CCSAT tenue le 24 septembre 2013

- Les membres acceptent à l'unanimité le procès-verbal provisoire révisé de la réunion que le CCSAT a tenue le 24 septembre 2014.

3. Énoncé de mandat du CCSAT

- Les membres se disent généralement satisfaits du projet d'énoncé de mandat du CCSAT qui leur a été soumis le 28 novembre 2013.
- Les membres conviennent que le projet d'énoncé devrait être révisé de sorte que tous les aspects du mandat (objectif, portée, composition, etc.) soient limités à la fourniture de services d'aide temporaire aux ministères fédéraux dans la région de la capitale nationale (RCN), plutôt que « dans toutes les régions du Canada. » Il est toutefois précisé qu'au besoin, une participation régionale serait autorisée en temps opportun (p. ex. pour la mise en commun de leçons apprises).
- TPSGC mentionne que l'adoption d'une stratégie nationale d'approvisionnement en biens et services concernant les services d'aide temporaire (SAT) pourrait donner au CCSAT un mandat élargi (objectif, portée et composition), qui devrait se traduire dans un énoncé de mandat révisé en conséquence.
- Un membre demande si, au par. 5.0, la définition des SAT doit correspondre à la méthode actuelle d'approvisionnement (p. ex. contrat jusqu'à concurrence de 400 000 \$ pour une période maximale de 48 semaines consécutives). TPSGC répond qu'il est important que la définition reflète la méthode actuelle d'approvisionnement en SAT dans la RCN. Mais l'énoncé de mandat ne sera pas immuable : si la définition des SAT change, l'énoncé de mandat sera révisé en conséquence.
- Il est entendu qu'une fois la rédaction terminée, l'énoncé de mandat sera publié sur le site Web de l'équipe responsable des SAT.
- L'énoncé de mandat sera également joint à une lettre d'appel, qui sera envoyée pour solliciter la participation d'autres fournisseurs et d'autres clients au sein du CCSAT. En attendant, comme il y a peu de représentants des clients au sein du comité, les membres actuels seront invités à recommander de nouveaux membres potentiels représentants des clients.
- À ce moment de la réunion, les participants abordent d'autres sujets. Les grandes lignes de leurs propos sont rapportées au point n° 8 « Tour de table et questions ».

MESURES À PRENDRE

- L'équipe responsable des SAT révisera le projet d'énoncé de mandat du CCSAT en réponse aux commentaires des participants.
- L'équipe des SAT soumettra la version révisée à la direction de TPSGC, notamment au directeur général du Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies (SGAST) et au sous-ministre adjoint de la Direction générale des approvisionnements.
- Une fois l'énoncé de mandat approuvé, l'équipe des SAT affichera un lien vers l'énoncé sur son site Web.
- L'équipe des SAT enverra un courriel aux membres actuels du CCSAT pour les inviter à recommander de représentants des clients à qui elle pourrait offrir de se joindre au Comité consultatif.
- L'équipe des SAT joindra l'énoncé de mandat à la lettre d'appel qu'elle enverra pour solliciter la participation d'autres fournisseurs et d'autres clients au sein du CCSAT.

Post-scriptum

- Afin de permettre une participation régionale au besoin et en temps opportun, la phrase suivante est ajoutée au par. 7.1 (Groupes d'intérêt des SAT) de l'énoncé de mandat du CCSAT.
« *Au besoin, et à la discrétion du président ou du vice-président, des intervenants ne faisant pas partie du Comité peuvent participer en tant qu'invités aux réunions du Comité et/ou aux rencontres de groupes de travail, afin de présenter leurs points de vue ou de formuler des observations/fournir de l'expertise.* »
- Le 6 décembre 2013, l'équipe des SAT a envoyé un courriel aux membres du CCSAT, les invitant à recommander de nouveaux représentants potentiels des clients. À l'occasion de sa prochaine réunion, le

CCSAT examinera l'ensemble des recommandations formulées.

- L'équipe des SAT a soumis la version révisée de l'énoncé de mandat au directeur général du SGAST en décembre 2013.

4. Le point sur le renouvellement des SAT

T2 – Mise à jour trimestrielle

- TPSGC indique avoir reçu sept soumissions au cours de la période de mise à jour de l'invitation à soumissionner au T2, qui s'est terminée le **24 octobre 2013** et a été suivie par la période d'évaluation, du 25 octobre au 31 décembre 2013.
- Quatre des soumissions étaient des offres à commandes (OC) de SAT; les trois autres visaient des arrangements en matière d'approvisionnement (AMA).
- Les quatre OC ont été jugées conformes, de même que deux des trois soumissions visant des AMA.

T3 – Demandes de renouvellement

- Appels d'offres ouverts à tout fournisseur de l'industrie des SAT, du 25 octobre 2013 au **3 janvier 2014**.
- Appels d'offres publics, accessibles sur le site Web Achatsetventes.gc.ca aux adresses ci-dessous.
OC : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-ZN-002-26501>
AMA : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-ZN-004-26502>

Post-scriptum

- La date de fermeture pour les demandes de renouvellement au T3 a été reportée au **10 janvier 2014**.

5. Le point sur l'utilisation des SAT

- Un résumé à jour des rapports trimestriels d'utilisation des SAT, incluant le 2^e trimestre de l'exercice 2013-2014, est présenté.
- Selon les données du 5 décembre 2013, le mode d'acquisition de SAT au cours du 2^e trimestre de l'exercice 2013-2014 se répartit à 68,5 % en OC et à 31,5 % en AMA.
- Lors de la précédente réunion, on a signalé qu'une tendance à recourir aux OC plutôt qu'aux AMA était évidente avant le 1^{er} trimestre de l'exercice 2013-2014, et que cette tendance semblait vouloir culminer au 1^{er} trimestre de 2013-2014.
- TPSGC fait remarquer que la répartition du recours aux OC par rapport aux AMA en 2011-2012, soit 65 % contre 35 %, n'était pas significativement différente de celle des périodes qui suivirent. En effet :
T2 de 2012-2013 OC : 63 % AMA : 37 %;
T1 de 2013-2014 OC : 67,9 % AMA : 32,1 %;
T2 de 2013-2014 OC : 68,5 % AMA : 31,5 %.
- S'il est vrai que le recours aux AMA a été proportionnellement plus fréquent au cours des 3^e et 4^e trimestres de l'exercice 2012-2013 (44 % et 44,2 %), les OC n'ont pas atteint un « pic » au 1^{er} trimestre de l'exercice 2013-2014 comme on l'avait pensé.
- Au sujet du recours aux OC par rapport au recours aux AMA, les observations ci-dessous sont notées.
 - Selon un membre fournisseur, il n'y a pas de différence, au chapitre du temps ou de l'effort requis, pour un client du gouvernement fédéral d'utiliser une OC ou un AMA pour acquérir des SAT. Le membre laisse entendre que cela doit être dit aux utilisateurs de SAT.
 - Un membre client rétorque que l'OC est simple à utiliser, car seuls des critères obligatoires servent à évaluer les ressources proposées.
 - TPSGC fait remarquer que les clients ont souvent une délégation financière plus élevée dans le cadre des OC que des AMA, ce qui pourrait contribuer à la plus grande utilisation des OC que des AMA.
 - Le président ajoute que les récents examens stratégiques et les compressions budgétaires subséquentes ont eu un impact plus important sur les postes des niveaux inférieurs, du groupe 1 – Soutien de bureau et du groupe 2 – Services administratifs, ce qui a fait augmenter le recours aux OC comme moyen d'embaucher du personnel de ces groupes pour des SAT.
 - Un membre fournisseur mentionne qu'il a déjà été recommandé que les OC pour SAT s'appliquent uniquement aux groupes 1 et 2, et que les AMA pour SAT s'appliquent uniquement aux postes des groupes 3, 4 et 5.
 - Un membre client réagit en disant qu'il ne voudrait pas que la classification du poste lui dicte le type de soumission à utiliser.
- Un autre membre fournisseur suggère que le recours aux AMA soit recommandé pour les postes des groupes 3, 4, et 5.

- Certaines des questions soulevées ci-dessus pourraient être examinées à l'occasion des consultations que TPSGC prépare en vue d'élaborer une stratégie nationale d'approvisionnement en biens et services concernant les SAT.

6. Le point sur l'harmonisation de l'apprentissage et de la formation en SAT

- La conception du module de formation en ligne sur les SAT est en cours.
- Un membre suggère que le module traite des enseignements tirés du passé. Cette matière sera couverte par les questions posées aux apprenants.
- La mise à l'essai du module devrait commencer en 2014. Des réserves sont exprimées quant au choix du ou des ministères qui participeront au projet pilote. Voir ci-dessous la mesure à prendre.
- TPSGC informe les participants que la désactivation des comptes d'utilisateurs inactifs, appartenant à d'anciens clients des SAT, est terminée.
- Il est bon de noter que tout ancien utilisateur peut demander la réactivation de son compte si besoin est. Il peut s'agir, par exemple, d'un fonctionnaire de retour d'un congé prolongé qui découvre que son compte a été désactivé pendant son absence.
- Grâce au nettoyage de la liste des comptes d'utilisateurs, seuls les clients actuels des SAT seront avisés du lancement officiel du module de formation en ligne. Rappelons que tous les utilisateurs actifs devront suivre la formation.

MESURE À PRENDRE

- Les membres du CCSAT devront choisir d'un commun accord le ou les ministères qui participeront au projet pilote de formation en ligne sur les SAT de façon à en garantir l'efficacité.

7. Questions diverses

Nombre de fournisseurs invités à répondre à une demande de SAT visés par un AMA

- Avant la réunion, un membre fournisseur a posé des questions au sujet de l'augmentation, de trois à sept, du nombre minimum de fournisseurs qui sont invités à répondre à une demande dans le cadre d'un AMA pour des SAT. Les commentaires ci-dessous sont émis.
 - **Quand** : Le changement remonte à la demande d'AMA (EN578-060502/D), publiée le 26 mars 2012 et fermée le 8 mai 2012. L'AMA pour des SAT attribué par la suite est valide depuis le 9 juillet 2012 et le sera jusqu'au 8 juillet 2015.
 - **Qui a décidé** : Les membres ont discuté de ce changement lors de réunions du CCSAT, mais les discussions n'ont pas été notées dans les comptes rendus des décisions.
 - **Raison et explication** : Pour accroître la compétitivité. Le changement a été fait lorsque les taux plafonds applicables aux AMA et aux OC ont été éliminés. Auparavant, un minimum de trois fournisseurs étaient invités à répondre à une demande de services (le plus bas soumissionnaire, un choisi aléatoirement et un choisi par l'utilisateur). Sans taux plafonds, la tarification du fournisseur n'est plus une exigence. Il devenait donc nécessaire de trouver une nouvelle façon de choisir les fournisseurs à inviter. On a fini par décider de retenir cinq fournisseurs aléatoirement et deux au choix de l'utilisateur, pour un total de sept.

Délivrance des attestations de sécurité par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC)

- Un membre fournisseur s'inquiète du temps que met la DSIC pour répondre aux demandes d'attestation de sécurité. Il estime que c'est un problème systémique, qui touche plusieurs méthodes d'approvisionnement.
- Le président indique que le directeur général du SGAST se penche sur la question. Selon lui, la haute direction de TPSGC est consciente du problème (qui coûte très cher à l'industrie) et cherche des solutions pour réduire l'arriéré de la DSIC. Le président n'a pas de précisions pour le moment.
- Deux sujets de préoccupation sont signalés : i) le temps que prend la DSIC pour répondre aux demandes d'attestation de sécurité des ressources (demandes faites par les clients gouvernementaux), et ii) les retards importants de la DSIC dans la délivrance d'attestations de vérification d'organisations désignées. Un membre fournisseur signale un cas où il a fallu un an et demi à la DSIC pour délivrer des attestations à sept sociétés.
- Les membres fournisseurs demandent pourquoi, quand une entreprise de SAT demande une attestation de sécurité pour une ressource, on ne peut lui fournir une copie d'une attestation de sécurité qui serait déjà au dossier de la ressource et encore valable pour un certain nombre d'années. Apparemment, la DSIC doit délivrer une nouvelle attestation de sécurité, bien que cela signifie la répétition d'efforts et

multiplie les retards.

- En ce qui concerne les autorisations de sécurité que TPSGC détient, un membre demande pourquoi les fournisseurs et les clients n'ont pas accès à la base correspondante de la DSIC. S'ils y avaient accès, ils pourraient vérifier eux-mêmes les attestations de sécurité des ressources (approche libre-service). Il est à noter que le MDN et la GRC ont leur propre banque d'attestations de sécurité.
- Les membres fournisseurs demandent à TPSGC les coordonnées d'une personne ressource de la DSIC qui pourrait donner suite à cette idée.
- TPSGC indique que la même question a été soulevée à l'occasion d'une réunion du Conseil consultatif sur les services professionnels en informatique (CCSPI).

MESURE À PRENDRE

- TPSGC consultera le CCSPI au sujet des retards dans la délivrance des attestations de sécurité et fera le point sur la question à l'occasion de la prochaine réunion de CCSAT.

8. Tour de table et questions

- Discussion concernant la valeur de la participation au CCSAT. Pour rendre la participation aux réunions plus attrayante, en particulier pour les fournisseurs, il est convenu qu'à l'avenir, jusqu'à trois sujets touchant l'industrie des SAT seront présentés à chaque réunion. L'idée est de rendre les réunions plus pratiques et de discuter d'exemples concrets de problèmes rencontrés.
- Différentes questions touchant l'industrie des SAT sont abordées, dont les suivantes : i) des fournisseurs offrent des SAT du groupe 5 – Services professionnels à des taux horaires inférieurs à ceux du marché, ce qui fait douter des compétences des ressources proposées; ii) un grand nombre d'entreprises de SAT ont émis des OC et/ou obtenu des AMA.
- Un membre fournisseur signale que le taux horaire qu'un compétiteur a récemment proposé pour des services de vérification avancée était si bas qu'on peut douter que le vérificateur ait bel et bien le minimum requis de dix années d'expérience.
- TPSGC indique que les travaux en vue d'un cadre d'évaluation de l'utilisation des SAT à l'intention des clients portent actuellement sur les activités de trois ministères (TPSGC, le MDN et Santé Canada) et que le cadre devrait être achevé d'ici avril 2014. Au nombre des principaux objectifs de l'évaluation, mentionnons celui visant à déterminer s'il y a eu utilisation inappropriée de l'outil SAT en ligne et celui consistant à surveiller et à contrôler l'utilisation de l'outil.
- Le président mentionne que TPSGC a récemment pris de nouvelles mesures pour améliorer l'intégrité des marchés publics, notamment un code de conduite pour l'approvisionnement et une politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs. Il déclare que certaines vérifications passées ont donné lieu à des mesures correctives globales (l'obligation pour tout fournisseur de fournir une attestation d'études, par exemple). Lorsque TPSGC a été mis au courant de manquements aux modalités et conditions légales, des mesures appropriées ont été prises.
- Selon un membre fournisseur, si une simple vérification sommaire des fournisseurs était faite (vérification de l'attestation de sécurité de l'organisation et des qualifications linguistiques des ressources), près des deux tiers des fournisseurs de SAT ayant une OC ou un AMA seraient rejetés.

MESURE À PRENDRE

- À compter de la prochaine réunion du CCSAT, l'équipe des SAT veillera à mettre jusqu'à trois sujets touchant l'industrie des SAT à l'ordre du jour de chacune des réunions.

9. Prochaine réunion

Date : le mardi 28 janvier 2014 (La réunion a été reportée, voir le post-scriptum ci-dessous.)

Heure : de 13 h 30 à 16 h (Présentez-vous au comptoir des commissionnaires quelques minutes à l'avance, entre 13 h et 13 h 30.)

Endroit : Portage III, tour C, salle **12C1-101A**

Post-scriptum

- TPSGC a reporté la réunion au **mardi 25 février 2014** (même heure, même salle) en raison de conflits d'horaire.

10. Levée de la séance

- Levée de la séance vers 15 h 45.